

Convention collective

IDCC : 8912. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
RURAUX ET FORESTIERS
(LANGUEDOC-ROUSSILLON ET VAUCLUSE)
(25 mars 1996)**

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996,
Journal officiel du 20 novembre 1996)

AVENANT N° 12 DU 4 DÉCEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797116M*

IDCC : *8912*

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires de Languedoc-Roussillon ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de Vaucluse,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation (FGTA) FO de Languedoc-Roussillon et de Vaucluse ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC de Languedoc-Roussillon et de Vaucluse ;

La fédération générale agroalimentaire CFDT de Languedoc-Roussillon ;

Le syndicat CGC de Languedoc-Roussillon,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Compte tenu de l'application des dispositions réglementaires relatives au SMIC, et par dérogation à l'article 14 de la convention, à compter du 1^{er} décembre 2006, les salaires horaires de la grille de qualification sont indiqués à l'annexe I de la convention reproduite ci-après.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

ANNEXE I

Barème des salaires au 1^{er} décembre 2006

SMIC horaire au 1 ^{er} juillet 2006	8,27 €
SMIC mensuel (base 151,67 h)	1 254,31 €
Minimum garanti au 1 ^{er} juillet 2006	3,17 €
Prime de panier 3,17 × 2	6,34 €

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 h)
NIVEAU I Ouvrier exécutant	120	8,34	1 264,93
NIVEAU II Ouvrier spécialisé			
– échelon 1	125	8,45	1 281,61
– échelon 2	133	8,55	1 296,78
NIVEAU III Ouvrier qualifié			
– échelon 1	146	9,04	1 371,10
– échelon 2	153	9,46	1 434,80
NIVEAU IV Ouvrier hautement qualifié	160	9,87	1 496,98
Chef de chantier (cadre)	173	10,65	1 615,29

Article 2

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 4 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)